

APPEL

AUX ELUS LOCAUX ET AUX RESPONSABLES ASSOCIATIFS

Pour une journée nationale de la citoyenneté et de la fraternité le 25 septembre 2021

Chacun le sait, la crise sanitaire va engendrer une période de grandes incertitudes économiques et sociales. Tandis que se précisent d'inquiétants scénarios sur le terrain écologique et sanitaire. Mais, de ces difficultés peuvent naître aussi de nouvelles aspirations à un monde plus responsable, plus durable, plus fraternel. Car c'est lorsque le pire se dessine que l'on prend davantage conscience de l'importance de consolider les liens sociaux et les repères collectifs, pour éviter le replis sur soi, la peur de l'autre et la généralisation d'un climat de défiance qui fragilise l'unité nationale. Or une société divisée est une société désarmée.

Fort heureusement, l'observation de notre société montre l'extraordinaire capacité de nos concitoyens, soutenus par les élus locaux et les responsables associatifs, à agir localement pour renforcer le vivre-ensemble. Ce qui confirme bien que, si la liberté et l'égalité sont principalement l'affaire de l'État, la fraternité est davantage du ressort du local.

Parmi les initiatives existantes, les « journées citoyennes » constituent l'une des plus prometteuses. Initiées à l'origine dans une commune d'Alsace, elles ont lieu dorénavant dans plus de 2 000 communes, et leur extension s'accroît en raison de leur impact sur la qualité de la vie sociale des territoires concernés.

C'est pourquoi, forts de ces constats et de leur expérience, les participants à ce premier Congrès des journées citoyennes lancent un appel en direction de tous les élus locaux et responsables associatifs de notre pays, dans un moment particulièrement crucial pour l'avenir de notre société.

Il s'agit d'organiser le 25 septembre 2021 une mobilisation citoyenne sans précédent de tous nos concitoyens, autour d'une Journée nationale de la citoyenneté et de la fraternité.

Durant cette journée, toutes les communes de France sont invitées à mettre en oeuvre des actions collectives ouvertes à tous les habitants, quel que soient leurs cultures, leurs origines, leurs générations. Cette démarche pourra s'inspirer des Journées citoyennes, mais aussi d'autres expériences locales similaires, et sera réalisée autant que faire se peut avec le concours des services de l'Etat.

Osons enfin agir tous ensemble, au-delà de nos clivages partisans et institutionnels, pour que le devoir de citoyenneté contribue durablement à la consolidation des liens d'écoute, d'entraide et de respect qui constituent le terreau de la fraternité et la force de notre modèle républicain de société.